

Rapport du

**COMITÉ PERMANENT CANADIEN
DES NOMS GÉOGRAPHIQUES**

au

CONSEIL DU MINISTRE SUR LA GÉOMATIQUE

Préparé à l'intention de

l'honorable Jake Epp

Ministre

d'Énergie, Mines et Ressources Canada

1991 - 92

This document was produced
by scanning the original publication.

Ce document est le produit d'une
numérisation par balayage
de la publication originale.

1. Historique

Le Comité permanent canadien des noms géographiques est l'organisme national chargé de coordonner toutes les questions ayant trait à la nomenclature géographique au Canada. Il a eu comme prédécesseur, la Commission de géographie du Canada mise sur pied en 1897; depuis cette année (1897), un mécanisme a toujours existé pour normaliser et approuver les noms de lieux et les entités géographiques du pays. Le décret du conseil C.P. 1990-549 est venu confirmer la composition et le mandat du Comité tel que nous le connaissons aujourd'hui. À l'heure actuelle, le Comité compte 25 membres qui représentent chacune des provinces et chacun des territoires, divers ministères fédéraux (qui s'intéressent à la cartographie, aux archives, à la traduction, aux parcs nationaux, à la défense, aux statistiques et aux affaires indiennes) ainsi que le monde universitaire.

En mai 1990, M. Henri Dorion (directeur de la recherche et de la conservation, Relations internationales, au Musée de la civilisation du Québec) a été nommé président du CPCNG.

2. Énoncé de mission du CPCNG

À titre d'organisme national chargé de coordonner l'activité toponymique touchant le Canada, le CPCNG a un double rôle à jouer : sur le plan technique, il est tenu de consigner et d'entériner, en passant par les instances de ses membres, les toponymes destinés à un usage officiel, en conformité des normes et principes généraux qu'il a adoptés; sur le plan socio-culturel, il doit conserver et diffuser de l'information sur le contenu historique et culturel des toponymes canadiens. Le CPCNG est également l'organisme qui représente le Canada à l'occasion d'activités internationales se rapportant aux normes et pratiques toponymiques qui débordent le champ de compétence du ministère de la Défense nationale.

3. Buts du CPCNG

Les buts du Comité se rapportent expressément aux aspects suivants :

- réaliser, partout au Canada, un minimum acceptable d'enquêtes toponymiques;



- élaborer, pour l'ensemble du Canada, des politiques et procédures pour la normalisation des toponymes dans les langues officielles du Canada, les langues autochtones et, au besoin, d'autres langues;
- favoriser l'automatisation des fichiers toponymiques et voir à ce que cette information soit disponible sur supports numériques;
- diffuser au gouvernement, à l'industrie et au grand public des renseignements toponymiques exacts.

Voici une liste partielle des travaux entrepris dans l'optique de ces buts au cours de l'an dernier.

- Grâce au financement fédéral, provincial et territorial, et en collaboration avec les universités, le travail de collecte sur le terrain de toponymes d'utilisation locale a été étendu aux Territoires du Nord-Ouest et à Terre-Neuve. Le Québec a lui aussi entrepris des travaux sur le terrain dans le territoire de la province, tout particulièrement dans la région de Gaspésie -- Îles-de-la-Madeleine.
- La publication du CPCNG *Principes et directives pour la dénomination des lieux* a été révisée et réimprimée au printemps. Le Comité a entrepris un projet pilote visant à déterminer les réactions des utilisateurs de cartes face à une variété de formes écrites de toponymes autochtones (Athapaskan) sur les cartes topographiques. Le CPCNG s'inspirera des résultats pour élaborer des politiques et directives touchant l'enregistrement et l'approbation des noms géographiques à des fins d'utilisation nationale. En collaboration avec les universités, des progrès ont été faits dans la mise au point d'une méthodologie et d'un guide pratique de la collecte des toponymes utilisés par les collectivités autochtones au Canada. Les consultations entre les autorités fédérales et provinciales ont favorisé la collaboration visant à rendre compatible le traitement des toponymes en ce qui concerne les langues officielles du pays.
- Un groupe de travail sur l'automatisation des fichiers toponymiques, dirigé par EMR, a amorcé une étude conceptuelle d'un service toponymique numérique canadien, en vue

d'accroître la collaboration entre les autorités fédérales, provinciales et territoriales pour ce qui est de fournir au gouvernement et au secteur privé des fiches toponymiques complètes pour le Canada. EMR a collaboré, sous l'égide du CPCNG, avec les Territoires du Nord-Ouest et la Colombie-Britannique, à la mise au point et à la tenue de leurs propres bases de données en s'inspirant de normes et formes de présentation communes. On a produit de la documentation concernant les données comprises dans la Base de données toponymiques du Canada (BDTC). Des données ont été raffinées et des normes mises au point pour la consignation et l'échange de données.

- Tant au palier fédéral que provincial et territorial, des renseignements toponymiques ont été diffusés par le biais de publications, de causeries, d'expositions, d'entrevues avec les médias et de produits sous forme numérique. Le Comité a amorcé la planification de produits vidéo pour la présentation de directives nationales et internationales sur la gestion et les procédures toponymiques.

4. Recommandations au Ministre

- Il faudrait reconnaître comme une forme d'expression de l'unité nationale la collaboration fédérale-provinciale-territoriale qui se traduit par des programmes de dénomination de lieux faisant place à des normes communes tout en reconnaissant la diversité régionale.
- Dans le même esprit d'unité nationale, il faudrait accélérer les travaux entrepris avec les collectivités autochtones pour l'établissement des fichiers toponymiques.
- Il faudrait encourager la mise sur pied d'une base de données toponymiques numériques pour le Canada qui soit plus complète et plus exacte.
- Il faudrait insister davantage pour que, par l'entremise de programmes internationaux, l'expertise canadienne soit mise à la disposition des pays en développement pour les aider à créer des instances nationales chargées des bases de données à référence géographique.

- Il faudrait encourager l'appui à la recherche dans les secteurs à la périphérie de la géomatique et il faudrait en arriver à des accords avec des organisations comme le CRSH (Conseil de recherche en sciences humaines du Canada) afin de financer conjointement avec les universités des projets d'importance nationale.
- Il faudrait encourager les initiatives conjointes avec le secteur privé visant à diffuser une information toponymique nationale exacte sur support papier et sous forme numérique (y compris en CD-ROM).

5. Les travaux du CPCNG

Aux fins du présent rapport, les travaux du CPCNG sont examinés sous l'angle de quatre grands axes conceptuels qui revêtent de l'importance pour tous les Canadiens : **la prospérité et le bien-être; l'environnement; la compétitivité et la coopération; et l'unité.**

5.1 Prospérité et bien-être

La prospérité et le bien-être de la population, voilà en définitive le but ultime que visent tous les gouvernements. L'un des éléments fondamentaux du bien-être est la libre circulation des idées, des biens et des gens. Pour que cette circulation soit facile, rapide et la moins chère possible, il faut un cadre systématique de désignations géographiques - la mise au point et la gestion d'une toponymie nationale dûment normalisée de nature à constituer une base essentielle pour l'intégration avec des données à référence géographique.

Pour instaurer un tel cadre de services et de produits nationaux, le CPCNG doit continuer d'améliorer la collecte de noms reconnus et d'utilisation locale d'un bout à l'autre du pays. Il doit aussi élaborer des normes nationales et en promouvoir l'utilisation pour rendre les noms officiels et s'assurer que les bases de données toponymiques d'envergure nationale, provinciale, territoriale et municipale renferment des données compatibles. À défaut d'une collaboration soutenue entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et d'un programme suivi de consignation locale des toponymes du pays, le cadre toponymique national ne peut être amélioré, voire maintenu, même s'il s'agit là d'un élément essentiel.

L'accès à l'information et l'accès à la connaissance vont de pair dans une société développée et, qui plus est, constituent des indicateurs de prospérité. Produire du matériel sous différentes formes didactiques revêt la plus grande importance. Ainsi, par exemple, les produits audiovisuels permettent de mieux comprendre la masse continentale canadienne dans son ensemble et la diversité de ses parties constituantes.

Le CPCNG entreprend un programme visant à créer des modules didactiques faisant appel à un médium audiovisuel. Chaque module traitera d'un aspect de la dénomination des lieux. (Par exemple, le rôle d'une administration toponymique nationale et la méthode utilisée pour rassembler et consigner les noms géographiques utilisés par les autochtones du Canada.) Une telle production pourra devenir un outil de formation intéressant pouvant servir aux instances provinciales et territoriales, sur un plan national ou international, là où l'expertise du Canada peut profiter aux pays en développement ou aux pays qui font face à des problèmes semblables de normalisation toponymique.

De tels produits pourraient valablement contribuer à promouvoir le bien-être *culturel* du pays, lequel est un apport essentiel à son bien-être *économique*.

Pour accroître la prospérité générale de la population, le gouvernement doit partager le travail avec le secteur privé, lequel a également des droits et responsabilités dans certains secteurs. Dans la sphère des activités toponymiques, cela englobe la nécessité constante de collaborer avec les universités à l'élaboration de méthodologies et de faciliter la réalisation de leurs programmes de recherche quand ils sont pertinents ou ont des liens avec les nôtres. Cela signifie également qu'il faut travailler avec l'industrie, tout particulièrement dans le secteur des services numériques, là où le secteur privé peut être dispensateur de connaissances ou utilisateur des données. Des lignes directrices simples pour vendre des données et en arriver à des contrats de licence seront mutuellement bénéfiques, tandis que le raffinement des mécanismes pour l'échange de données et de connaissances spécialisées pourrait contribuer à une plus grande diffusion d'une information de qualité.

Mais mieux connaître son propre pays grâce à un programme toponymique vigoureux n'est pas que bénéfique au bien-être des Canadiens. Sur le plan international, le concept est également important, tout particulièrement en ce qui concerne les pays en développement où les répertoires nationaux sont dans bien des cas encore déficients. Le Canada peut très bien partager ses connaissances pour promouvoir une plus grande conscientisation globale de la valeur des désignations toponymiques exactes et sans ambiguïté dans des pays où les activités toponymiques et cartographiques prennent de l'expansion.

Pour étayer ces considérations générales, on pourrait citer plusieurs exemples pour montrer qu'une bonne gestion toponymique et des programmes adéquats de normalisation procurent de grands avantages économiques et sociaux. Plutôt que de les répéter ici, nous préférons vous référer au document publié sur le sujet par les Nations Unies dans la *Cartographie mondiale*, volume XVIII, pages 27-29, 1986. Copie du document est annexée au présent rapport.

5.2 Environnement

Toutes les politiques vouées à la protection de l'environnement, qu'il s'agisse de l'environnement biophysique ou socio-économique, doivent avoir recours à des bases de données qui permettent de situer précisément les phénomènes. Un bon système de localisation est essentiel pour monter une bonne documentation (que ce soit à des fins de recherche ou pour intéresser un grand public) et pour garantir l'application de plans de gestion environnementale rationnels et concertés.

Pour alimenter les bases de données toponymiques, le travail sur le terrain est indispensable. Gérer les données existantes exige également un programme permanent de mise à jour afin de garantir que l'usage concorde avec les données toponymiques enregistrées et que les «toponymes officiels» sont bien diffusés, dans le cadre d'une démarche essentielle de communication. Les toponymes officiels, reconnus par l'entremise du CPCNG, sont les éléments clés des cartes du Système national de référence cartographique (SNRC) et des cartes à petite échelle de l'Atlas national de même que des cartes hydrographiques, et des

produits du MDN et du Service canadien des parcs. Pour conserver la crédibilité et l'utilité de tels produits (que ce soit sur support papier ou sous forme numérique), il faut un programme continu de gestion toponymique à l'échelle nationale.

D'un point de vue toponymique, de grandes régions du Canada, tout particulièrement dans le Nord, n'ont pas encore été complètement recensées. Le cadre de désignation géographique actuellement recommandé n'a pas la densité requise pour servir à des fins de référence et ne reflète pas exactement les noms utilisés par les gens qui vivent dans la région.

Accroître nos efforts pour en arriver à avoir des données de base plus complètes à des fins d'utilisation nationale, relève à la fois des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Au cours des deux dernières années, des mesures ont été prises en ce sens grâce à des projets de financement conjoint dans les Territoires du Nord-Ouest et à Terre-Neuve.

Au cours de la dernière année, EMR a amorcé la formulation d'une vision à long terme pour les services toponymiques numériques au Canada. L'acceptation de cette vision forgera des liens plus étroits entre les commissions toponymiques provinciales, territoriales et fédérale, et permettra au CPCNG de mieux répondre aux besoins des utilisateurs de données toponymiques. La mise en application d'un plan de développement dépendra en partie d'EMR, selon que ce ministère décide de poursuivre sur la lancée et de demeurer le meneur pour ce qui est des questions à la fois stratégiques et techniques qui revêtent de l'importance pour rendre disponibles des données toponymiques de localisation exactes et cohérentes.

Les programmes toponymiques et une bonne gestion des toponymes sont en effet des éléments qui viennent appuyer la gestion environnementale, dans la mesure où la toponymie constitue le langage qui permet de se situer dans l'environnement.

5.3 Compétitivité et coopération

Exprimée sous sa forme la plus simple, on pourrait dire que la *coopération* doit être le principe fondamental de l'activité toponymique au Canada - on entend ici la coopération entre les

différents paliers de gouvernement, avec l'industrie privée et le monde universitaire. Un tel mode de fonctionnement doit servir de base à l'implantation et à l'affirmation de la *compétitivité* du «savoir-faire» canadien sur le marché international. Cela vaut tout particulièrement dans le domaine de la toponymie.

Grâce à de tels principes, nous devrions être en mesure de mettre en place des structures de soutien mutuel, échanger des renseignements et des expériences, et peut-être, mettre au point des systèmes intégrés de toponymie numérique qui, bien que décentralisés, permettraient de gérer harmonieusement la toponymie du pays. La seule émulation qui devrait exister à ce niveau devrait avoir trait à l'amélioration de la qualité.

Pendant des années, les commissions toponymiques provinciales et territoriales ont partagé et échangé des expériences sous l'égide du Comité permanent canadien des noms géographiques; par conséquent, elles sont en mesure de poursuivre l'amélioration de la qualité et l'enrichissement de la gamme de leurs produits et services. Quant au secteur privé, on continuera lui aussi de le mettre activement à contribution pour élaborer des systèmes et mettre sur pied des services servant à diffuser les renseignements toponymiques.

Le CPCNG prépare la mise en chantier de la compilation d'un Répertoire national concis (sur support papier et (ou) sur disque compact) pour compléter la série des principaux volumes du *Répertoire géographique du Canada*. Dans les limites d'un cadre clairement défini, on devrait chercher à profiter des occasions de former des partenariats avec le secteur privé dans ce secteur de l'édition de même que dans les domaines de la manipulation et de la création de certains produits numériques à valeur ajoutée. Le CPCNG poursuit sa collaboration avec les universités, par l'entremise de ses comités consultatifs, de ses conventions de recherche et de la réalisation de projets conjoints visant à mettre au point des méthodes, tout particulièrement en ce qui a trait aux questions intéressant l'ensemble du pays.

L'expérience acquise par les instances provinciales, territoriales et fédérales dans les programmes toponymiques est connue à l'échelle internationale et le Canada est perçu comme un chef de

file mondial dans le domaine. Depuis 1967, le Canada joue un rôle de premier plan au titre de la normalisation internationale dans le cadre des conférences des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques. Le Canada a été l'hôte de la dernière de ces conférences qui s'est tenue à Montréal en 1987. Entre les conférences, le Canada participe activement aux travaux du Groupe d'experts sur les noms géographiques, un groupe que dirige actuellement le président du CPCNG, M. Henri Dorion. Le Canada a également participé à des cours de formation en toponymie organisés par les Nations Unies et par d'autres organismes internationaux et a fait profiter plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine de ses connaissances spécialisées. Nombreuses sont les occasions qui s'offrent au Canada de contribuer à la mise sur pied et au rayonnement de commissions toponymiques dans des pays qui n'ont toujours pas de dossiers toponymiques normalisés valables. Une telle aide devrait en retour améliorer la qualité des programmes de cartographie dans ces pays et ouvrir des débouchés aux échanges technologiques plus poussés avec le Canada.

5.4 Unité

Le CPCNG joue le rôle de catalyseur dans le domaine de la collaboration toponymique. Des membres provenant de partout au Canada échangent des expériences et des connaissances techniques; ils recherchent des normes communes, ou à tout le moins, compatibles; et ils s'appliquent à intégrer des politiques de façon à atteindre la plus grande harmonie nationale possible. En soi, le respect des différences régionales est une mesure de l'unité du pays et de la compréhension nationale. L'utilisation appropriée des langues officielles et des langues autochtones est un élément essentiel de la toponymie du Canada; elle exige compréhension et ouverture face aux perspectives régionales et nationales afin d'en arriver à un équilibre et à une compatibilité de politiques entre différentes parties du pays et différents paliers de gouvernement.

Le CPCNG a adopté une approche proactive pour la consignation des noms utilisés par les autochtones et fait preuve de souplesse dans la façon de reconnaître de tels noms à des fins officielles. Bien des aspects exigent des travaux de recherche plus poussés et l'élaboration d'une politique, notamment la normalisation des

formes écrites de ces désignations et leur placement sur les cartes. À l'heure actuelle, le Comité s'efforce d'améliorer les communications entre les collectivités autochtones et les autorités toponymiques en offrant des programmes de formation sur le terrain pour la consignation des toponymes autochtones. Sur un autre plan, le CPCNG contribue au traitement équitable des personnes et de groupes particuliers. Certains toponymes qui ont pu par le passé être acceptables peuvent ne plus l'être aujourd'hui et être jugés dérogatoires. Il est essentiel de repérer ces toponymes et de les retirer des registres officiels. Ce n'est qu'en prenant ces mesures que nous pourrions mériter le respect des collectivités qui composent la société canadienne et ainsi promouvoir une mosaïque toponymique qui témoigne des différences tout en étant nos valeurs et idéaux communs.

6. Conclusion

À n'en point douter, la poursuite d'un programme cohérent de normalisation et de diffusion des noms géographiques constitue un défi. Entreprise dans un esprit de collaboration entre les instances fédérale, provinciales et territoriales, l'industrie privée et le grand public, la mise sur pied d'une base toponymique valable peut contribuer à la prospérité et à l'unité du pays. Une telle base est un cadre de référence fondamental permettant de cibler les questions environnementales (tant naturelles que socio-économiques) et de contribuer ainsi couramment à l'éducation de la population face à ces questions. Les compétences acquises par le Canada en gestion de la toponymie ne sont pas étrangères à sa compétitivité sur le plan international; elles contribuent certes à mettre en valeur l'excellence de la technologie canadienne dans le domaine des levés, de la cartographie et de la télédétection.

«Un pays bien dirigé est un pays bien nommé.»

DÉPARTMENT DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT

LA CARTOGRAPHIE MONDIALE

Volume XVIII



NATIONS UNIES
New York, 1986

IV. Avantages économiques et sociaux de la normalisation des noms géographiques*

RÉSUMÉ

Pour évaluer les avantages économiques et sociaux de la normalisation des noms géographiques, il faut faire la distinction entre normalisation nationale et normalisation internationale. La normalisation nationale sert de base à la normalisation internationale, et, si des erreurs sont commises lors des enquêtes sur le terrain et du traitement en bureau, elles seront répercutées sur les cartes nationales et internationales à petite échelle. La normalisation nationale est très importante du point de vue culturel, car les noms géographiques correctement consignés sont une source très précieuse pour toutes sortes de sciences, depuis la dialectologie jusqu'à l'étude des modes de peuplement, en passant par l'ethnologie, la botanique, etc. La collecte et le traitement corrects et systématiques des noms géographiques possèdent en outre une utilité pratique, notamment dans le domaine des transports et des communications. La normalisation internationale est plus que le simple cumul des résultats obtenus au niveau national. Elle doit contribuer, voire procéder à la création de systèmes de romanisation acceptables sur le plan international pour les caractères et alphabets non latins officiellement reconnus dans de vastes régions du monde, car la confusion qui règne actuellement dans ce domaine est de plus en plus intolérable. Dans les régions qui ne relèvent pas d'une souveraineté unique, la normalisation acquiert en outre une signification particulière, car les noms doivent alors être recueillis ou fixés au niveau international. Cela vaut pour les noms des détails marins et sous-marins et pour ceux de l'Antarctique. Sur ce point, les organisations internationales ont, en règle générale, pris en charge, au stade premier de la normalisation, les tâches qui, sans cela, sont exécutées par chaque Etat dans le cadre de ses activités de normalisation nationale. La différence est cependant que la dénomination des détails se trouvant dans ces zones inhabitées revêt un caractère en grande partie normatif, alors que, dans le cas de la normalisation nationale, on cherche surtout à fixer les noms en accord avec l'usage local. La dénomination des détails marins et sous-marins ainsi que des détails de l'Antarctique est aussi importante sur le plan économique que celle des détails terrestres. Les éléments génériques des noms donnés aux détails sous-marins doivent être strictement conformes à la terminologie océanique; les noms de l'Antarctique, en revanche, doivent illustrer et commémorer de façon juste et équitable l'histoire de la découverte et de l'exploration de l'Antarctique.

Plus récemment, l'Organisation des Nations Unies a décidé que les détails des corps extraterrestres du système solaire devaient également recevoir des

noms conformes aux critères qui régissent la normalisation internationale des noms géographiques. Dans ce domaine, l'élément commémoratif est particulièrement marqué, et l'une des tâches des organismes internationaux sera d'évaluer de manière équitable la part de chaque pays dans la culture et l'histoire humaine lorsqu'il s'agira de transférer des noms terrestres à des détails de l'espace.

* * *

Toute étude qui traite de la signification de la normalisation des noms géographiques doit faire soigneusement la distinction entre normalisation nationale et normalisation internationale. La normalisation nationale est la première phase de la normalisation, car elle pose les fondements de la deuxième phase : la normalisation internationale. Toute erreur au niveau national se répercute automatiquement au niveau international. Cependant, la normalisation internationale est plus que le cumul des résultats obtenus dans le domaine de la normalisation nationale; cela vaut surtout lorsque des noms fixés dans une écriture non latine doivent être transcrits dans une écriture latine et lorsqu'il faut nommer des détails qui ne relèvent pas de la souveraineté des nations.

Le but de la normalisation nationale est de fixer les noms géographiques d'un pays sous une forme correcte du point de vue linguistique, ce qui n'est possible que si l'on applique des méthodes linguistiques exactes. Le résultat sur le plan culturel est de premier ordre, car les noms fixés sur les cartes, les plans cadastraux et dans les nomenclatures constituent une source importante pour toute recherche sur les modes de peuplement, l'histoire économique ou l'ethnologie et offrent des renseignements précieux aux linguistes et aux spécialistes de dialectologie. Dans bien des cas, c'est la nécessité de consigner les noms de langues non écrites qui a déclenché l'élaboration d'un alphabet pour ces langues. La fixation des noms géographiques dans les régions plurilingues est une tâche culturelle et politique d'importance majeure pour la coexistence de différents groupes linguistiques à l'intérieur d'un État. Il est tout particulièrement important de consigner correctement les noms propres dans les langues subdivisées en dialectes. Le nom entendu sur le terrain par le chercheur sera pratiquement toujours formé à partir d'un son dialectal. Sous quelle forme l'écrire? Sur ce point, les possibilités vont de la forme strictement dialectale, transcrite évidemment dans les limites de l'alphabet de la langue normalisée, à la conversion du nom dialectal dans la langue normalisée. À l'occasion de cette conversion, le nom est soit mis en accord avec la graphie normalisée officielle, soit, dans les cas extrêmes, traduit. La façon de traiter les noms dialectaux dépend de toutes sortes de facteurs sociaux, culturels et politiques tels que le régionalisme ou le centralisme, le prestige social, l'existence d'une tradition dialectale écrite, la classification du nom générique au sein du vocabulaire général de la langue, etc.

Quoi qu'il en soit, les cartes topographiques à grande échelle d'un pays constituent une source extrêmement riche pour la recherche scientifique et forment donc une partie importante du patrimoine culturel national. Leur valeur dépendra du soin avec lequel les noms ont été recueillis et consignés. Les méthodes défectueuses ou les procédures grossières d'enquête sur le terrain risquent de nuire à son exactitude. Il est vrai que la collecte des noms et leur traitement en bureau peuvent être limités : dans de nombreux États, la majorité des noms de lieux habités sont déterminés officiellement par voie législative.

Quelques exemples serviront à montrer le type de renseignements offerts par les cartes : on y apprend quelles langues, parfois même quels dialectes sont parlés dans la région représentée; on y trouve des traces de langues parlées autrefois ou des indications de changements de souveraineté. Les noms recueillis sur le terrain témoignent souvent des progrès de la civilisation, lorsque des terres nouvelles ont été mises en culture; ils signalent la situation économique dans des périodes reculées. Les éléments génériques des noms illustrent l'évolution du vocabulaire et la géographie des mots. Le botaniste et le zoologue y trouveront des indices sur la vie animale et végétale des temps anciens.

L'importance économique de la normalisation nationale tient au fait que de nos jours tout lieu, détail ou toute région d'un pays doit obligatoirement recevoir un nom clair et reconnu, auquel se joindront des variantes dans les régions légalement plurilingues. Cette nécessité est particulièrement évidente dans le cas des noms de lieux habités, qui jouent un rôle essentiel dans les transports et les communications. Mais la normalisation est tout aussi importante pour les autres catégories de noms géographiques. Ainsi, en ce qui concerne par exemple la maîtrise des eaux, la construction d'usines hydroélectriques et l'établissement de plan ou de registres cadastraux, il est indispensable d'utiliser des noms physiques et culturels sans équivoque.

Comme nous l'avons indiqué précédemment, la normalisation internationale repose sur les résultats de la normalisation nationale. Toutefois, comme les langues de nombreux pays sont écrites en caractères non latins et que la cartographie internationale emploie l'écriture latine, il faut transcrire les caractères non latins. Cette romanisation n'est nullement le domaine exclusif des personnes qui s'occupent de la normalisation des noms géographiques, bien qu'elle ait reçu un élan décisif grâce aux cartographes qui en ont constaté la nécessité pressante dans leur travail quotidien; il en est résulté une variété de "romanisations cartographiques".

La conversion des caractères étrangers est indispensable aux échanges culturels entre les nations. Il est hors de doute que son intérêt pratique est exceptionnel. L'un des objectifs de la normalisation internationale des noms géographiques est que pour tout détail topographique en caractères non latins existe, en plus du nom normalisé en caractères non latins, un nom en caractères latins reconnu sur le plan international. Ceux qui sont au courant de la confusion qui règne sur ce point dans de nombreuses régions du monde savent qu'elle constitue un réel obstacle à la communication et ne manqueront pas d'apprécier les avantages d'une normalisation internationale. On ne devrait donc plus trouver côte à côte toutes sortes de conversions du nom de l'île grecque d'°dra, telles que : Udra, Hydra, Idra, Idhra, etc. Dans ce contexte, il faut noter que la cartographie internationale renonce à l'emploi d'exonymes. Ainsi, les cartes routières internationales abandonneront l'emploi des exonymes Venise, Venedig, Velence, Benatky, Mletci, etc. en faveur de l'endonyme (nom officiel local) Venezia. Toutefois, comme les publications nationales continueront certainement à employer des exonymes pour les détails topographiques importants des autres pays, il faudra que les organismes nationaux chargés de la normalisation des noms géographiques s'occupent de ces "noms usuels".

L'un des domaines particuliers de la normalisation internationale est la dénomination de détails qui s'étendent au-delà d'une souveraineté unique : il faut en effet fixer les noms des détails marins et de nombreux détails sous-marins ainsi que ceux des détails topographiques de l'Antarctique où, conformément au Traité sur l'Antarctique signé à Washington le 1^{er} décembre 1959, il a été renoncé pour 30 ans à toutes les revendications territoriales.

Dans tous ces cas, la normalisation internationale des noms géographiques apparaît au stade primaire pour prendre en charge des tâches qui, sans cela, sont réservées à chaque nation pour ses territoires. L'importance culturelle de ces activités tient au fait que, par rapport à la normalisation nationale, l'élément normatif est davantage souligné. En ce qui concerne notamment les détails sous-marins, c'est la dénomination systématique qui prévaut, l'élément générique du nom qui décrit le détail étant strictement conforme à la terminologie océanique. L'intérêt économique et pratique de ce type de noms internationaux donnés à des détails ne relevant pas d'une souveraineté unique est incontestable. La navigation, les services météorologiques, les télécommunications et le droit international de la mer sont tous tributaires d'une nomenclature claire et uniforme.

En guise de conclusion, il convient de faire remarquer que l'Organisation des Nations Unies a entrepris, en coopération avec l'Union astronomique

internationale, de fixer les noms topographiques des détails se trouvant sur les corps extraterrestres du système solaire. Cette activité est surtout importante du point de vue culturel. D'une part, il faut identifier avec précision la nature du détail à dénommer et d'autre part, il faut soumettre à une étude approfondie le transtert éventuel de noms terrestres. L'habitude en matière de dénomination de détails qui n'ont pas encore reçu de nom est de rappeler le souvenir de grands personnages de l'histoire, chaque nation étant appelée à soumettre ses propositions. Il est encore trop tôt pour évaluer les conséquences pratiques et économiques de cette entreprise, mais il ne fait aucun doute qu'elles seront considérables du fait des progrès de l'homme dans l'espace.

COMITÉ PERMANENT CANADIEN DES NOMS GÉOGRAPHIQUES

MEMBRES

Monsieur Henri Dorion
Président
Comité permanent canadien des noms
géographiques
Pièce 650
c/o 615, rue Booth
Ottawa (Ontario)
K1A 0E9

Monsieur J.H. O'Donnell
Sous-ministre adjoint
Levés, cartographie et télédétection
Énergie, Mines et Ressources
Pièce 1479, 14e étage
580, rue Booth
Ottawa (Ontario)
K1A 0E4

Monsieur Richard Groot
Directeur
Division des services de géographie
Énergie, Mines et Ressources
615, rue Booth
Ottawa (Ontario)
K1A 0E9

Colonel Fred Noseworthy
Directeur, Géographie (opérations)
Quartier général de la Défense
nationale
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2

Monsieur G.R. Douglas
Hydrographe fédéral
Service hydrographique du Canada
Ministère des Pêches et des Océans
Pièce 209
615, rue Booth
Ottawa (Ontario)
K1A 0E6

Monsieur Graham Swan
Directeur, Direction des terres
Direction générale des terres et de
l'environnement
Ministère des Affaires indiennes et
du Nord canadien
Les Terrasses de la Chaudière
Ottawa (Ontario)
K1A 0H4

Monsieur Alain Landry
Sous-secrétaire d'État adjoint
(Langues officielles et traduction)
Secrétariat d'État
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5

Monsieur Jean-Pierre Wallot
Archiviste national
Archives nationales du Canada
395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N3

Monsieur Max Sutherland
Directeur, Recherche historique
Service canadien des parcs
Environnement Canada
3e étage, Pièce 303
Les Terrasses de la Chaudière
Ottawa (Ontario)
K1A 1G2

Monsieur V.B. Glickman
Directeur
Division de géographie
Statistique Canada
Tunney's Pasture
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Monsieur André Lapierre
Département de linguistique
Université d'Ottawa
78, rue Laurier
Ottawa (Ontario)
K1N 6N5

Monsieur Andrew Okulitch
Institut de géologie sédimentaire et
pétrolière
Commission géologique du Canada
3303 - 33rd Street NW
Calgary (Alberta)
T2L 2A7

Monsieur C.S.L. Ommanney
Chef
Division de la liaison scientifique
Centre national de recherche en
hydrologie
Environnement Canada
11 Innovation Blvd.
Saskatoon (Saskatchewan)
S7N 3H5

Mr. Jeff Hunston
Director
Heritage Branch
Department of Tourism
P.O. Box 2703
Whitehorse (Territoire du Yukon)
Y1A 2C6

Mr. Randolph Freeman
N.W.T. Toponymic Program
Government of the N.W.T.
Department of Culture and
Communications
Yellowknife (Territoires du Nord-
Ouest)
X1A 2L9

Mr. Neil McNaughton
Director of Surveys and Mapping
Department of Environment and
Lands
Howley Building, Higgins Line
P.O. Box 8700
St. John's (Terre-Neuve)
A1B 4J6

Mr. Gerald F. Holm
Provincial Toponymist
Manitoba Geographical Names
Program
Department of Natural Resources
1007 Century Street
Winnipeg (Manitoba)
R3H 0W4

Mr. Gary T. Sawayama
Director
Surveys and Resource Mapping
Branch
Ministry of Crown Lands
Parliament Buildings
Victoria (Colombie-Britannique)
V8V 1X5

Monsieur Roger Gaudet
Société d'information géographique
du Nouveau-Brunswick
C.P. 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1

Mr. John Turnbull
Director
Central Survey and Mapping
Agency
Saskatchewan Property
Management
Corporation
2045 Broad Street
Regina (Saskatchewan)
S4P 3V7

Monsieur P.L. Finos
Arpenteur général
Direction de l'information sur les
terres et les ressources
Ministère des Richesse naturelles
ICI House, 4e étage
90, avenue Sheppard Est
North York (Ontario)
M2N 3A1

Dr. Les Hurt
A/Director
Historic Sites and Archives Service
Alberta Culture and Multiculturalism
8820-112th Street
Edmonton (Alberta)
T6G 2P8

Mr. Douglas B. Boylan
Clerk of the Legislative Assembly
Legislative Assembly
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-
Édouard)
C1A 7N8

Mr. Keith AuCoin
Director of Surveys
Department of Natural Resources
780 Windmill Road
Torrington Place
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3B 1T3

Monsieur Rémi Mayrand
Président
Commission de toponymie
1245, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1S 4P2

COMITÉ PERMANENT CANADIEN DES NOMS GÉOGRAPHIQUES

COMITÉS CONSULTATIFS

- Recherche toponymique
- Nomenclature et délimitation (anciennement Nomenclature glaciologique et alpine)
- Noms d'entités sous-marines et marines
- Services de données toponymiques numériques
- [Noms étrangers pour usage officiel au Canada]

Comité spéciaux actuels :

- Répertoire national concis
- Vidéo du CPCNG

